

MOTION DE CENSURE

DE L'UNION DES MAIRES DE L'OISE

OBJET

Dénonciation des accusations infondées du gouvernement à l'encontre des collectivités territoriales et revendication d'un partenariat renouvelé

CONSIDÉRANT

que les collectivités territoriales sont au cœur de la vie démocratique locale et jouent un rôle essentiel dans la proximité des services publics et le développement des territoires ;

que les indicateurs économiques et financiers démontrent de manière irréfutable l'exemplarité budgétaire des collectivités territoriales, qui respectent scrupuleusement la règle d'or de l'équilibre budgétaire ; les communes de l'Oise ont d'ailleurs diminué leur encours de la dette en 2023

que les accusations portées par le gouvernement selon lesquelles les collectivités seraient responsables du déficit du budget national sont non seulement infondées mais également attentatoires à l'image et au travail des élus locaux ;

que les collectivités territoriales sont confrontées à des contraintes financières croissantes liées notamment à la hausse des coûts de l'énergie, à la revalorisation des traitements des agents publics, à la diminution des dotations de l'État et à une absence d'équité dans les compensations des produits des impôts supprimés de manière unilatérale par l'Etat (taxe professionnelle, taxe d'habitation);

L'UNION DES MAIRES DE L'OISE

- 1. DÉNONCE AVEC LA PLUS GRANDE FERMETÉ** les accusations portées par le gouvernement à l'encontre des collectivités territoriales, qui sont à la fois injustes et infondées.
- 2. EXIGE** que le gouvernement reconnaisse publiquement l'erreur de son analyse et présente des excuses officielles aux élus locaux.
- 3. DEMANDE** un audit indépendant des comptes publics pour mettre en évidence la responsabilité réelle des différents acteurs dans la situation budgétaire de la nation.
- 4. SOUHAITE** un nouveau partenariat avec l'État, fondé sur la confiance mutuelle et la reconnaissance du rôle essentiel des collectivités territoriales dans la construction d'un avenir durable pour nos territoires.
- 5. APPELLE** l'ensemble des élus locaux à se mobiliser pour défendre l'autonomie financière et la responsabilité des collectivités territoriales.
- 6. RÉCLAME** une véritable réforme des finances locales pour aller vers une véritable autonomie de gestion.